

## Séminaire Sciences sociales et alimentation

Compte-rendu de la séance du vendredi 31 mai 2024

Cette séance a porté sur deux champs de recherches historiques encore peu explorés : les enjeux politiques de l'alimentation pendant la Première Guerre mondiale en France et la mise en œuvre d'un programme d'introduction de poissons amazoniens dans la région du Nordeste, au Brésil, de 1935 à 1940.

Alain Chatriot, professeur au Centre d'histoire de Sciences Po, a assuré la présentation de la première thématique. Il a d'abord souligné l'importance de faire l'histoire politique de l'alimentation durant la Première Guerre mondiale, qui reste un angle mort historiographique. Les exemples qu'il a développés, issus d'un travail de recherche en cours, ont mis en évidence les rouages de l'action étatique en train de se faire. Il a également été question des répercussions de ces politiques agricoles et alimentaires – fixation des prix, réquisitions et rationnement notamment – sur la conception du rôle de l'État après la guerre.

Mateus Ferraz, étudiant en master d'histoire à l'EHESS, a ensuite présenté son sujet de mémoire portant sur l'introduction de poissons amazoniens dans le Nordeste brésilien entre 1935 et 1940. Il a montré que ce projet, d'apparence strictement agronomique, mettait en jeu des rapports de pouvoir politiques et institutionnels. Dans le Brésil des années 1930, la mise en œuvre de ce programme a notamment pu être mise au service d'une certaine construction du national ; un poisson en particulier - le *pirarucu* – a ainsi été sélectionné pour être mis en scène par le dictateur Vargas comme symbole de l'« identité brésilienne ».

**Alain Chatriot, Professeur au Centre d'Histoire de Sciences Po : « Pourquoi écrire une histoire politique de l'alimentation durant la Première Guerre mondiale ? »**

*Alain Chatriot est professeur d'histoire à Sciences Po Paris. Ses recherches ont principalement porté sur l'histoire contemporaine de l'État, de l'administration, des organisations syndicales et du monde du travail depuis la fin du XIXème siècle. Depuis 2018, il est rédacteur en chef de la revue « Histoire@Politique ».*

Lors de son intervention, Alain Chatriot a esquissé les contours d'une histoire politique de l'alimentation pendant la Première Guerre mondiale. Il a commencé par expliquer que la genèse de ce projet, toujours en cours, prend racine dans son intérêt pour la politisation des questions de consommation et d'agriculture. Néanmoins, il a fait le constat que les travaux abordant ces sujets se concentrent essentiellement sur la Seconde Guerre mondiale, comme en témoigne l'abondante littérature sur le ravitaillement lors de cette période. Par contraste, les enjeux économiques et politiques de l'alimentation pendant la Première Guerre mondiale restent peu étudiés ; Alain Chatriot y voit le signe d'une tendance à l'approche « trop culturelle » de l'histoire de la Première Guerre mondiale. Pour combler ces lacunes historiographiques, il a rappelé l'importance de penser l'histoire politique comme une « histoire totale », qui cherche à la fois à considérer la dimension politique des faits économiques et à éviter le fractionnement des enjeux dans des sous-disciplines (histoire rurale, judiciaire, diplomatique...). Par ailleurs, Alain Chatriot a souligné son intérêt pour les enjeux administratifs, en prêtant attention aux conflits et négociations qui caractérisent le travail étatique en train de se faire. Après avoir justifié sa démarche, la suite de sa présentation a été consacrée à l'exposition de quelques exemples d'analyses d'archives inédites.

Dans un premier temps, il a porté son attention à l'encadrement réglementaire « sans cesse renforcé » au cours de la guerre. Si certaines lois font date – la loi du 16 octobre 1915 qui autorise la réquisition de blé et farine et l'importation directe de blé par le service du Ravitaillement, par exemple – les suites chronologiques ne suffisent pas pour comprendre les enjeux autour du rôle de l'État durant cette période. En réalité, la production juridique relative aux questions agricoles et alimentaires – qui ne se résume pas seulement aux lois mais aussi à une masse considérable de règlements, de circulaires, d'arrêtés – est le reflet d'un moment politique dans lequel se rejouent des réflexions et débats autour des formes d'intervention de l'État. Certains acteurs, comme le ministre agrarien Clémentel, tentent de lier la question du ravitaillement à des projets de modernisation de l'agriculture française qui précèdent la guerre, concernant notamment la mécanisation et les usages d'engrais. Alain Chatriot s'attache également à montrer la mise en œuvre de ces politiques agricoles, en donnant à voir le fonctionnement de l'appareil d'État dans ses dimensions les plus concrètes : fixation des prix des biens agricoles par arrêtés préfectoraux, échanges massifs de télégrammes entre préfectures et services centraux, tensions entre services du ministère de l'Agriculture et celui du ravitaillement... Ces éléments laissent voir toute la complexité de l'action publique, l'État ne pouvant être considéré comme « monolithe ».

Alain Chatriot a aussi développé l'exemple de la carte d'alimentation en France lors du conflit, épisode souvent ignoré des manuels d'histoire. Cette carte d'alimentation est en réalité une remise en place d'un système de rationnement datant du Paris assiégé de 1870-1871. La conception et les débuts de cette politique publique lors de la Première Guerre mondiale restent néanmoins toujours compliqués à restituer. Alain Chatriot n'a par exemple pas réussi à mettre au jour les conditions présidant au choix de la matérialité de la carte et des coupons, malgré ses longues recherches. On sait toutefois que le sucre et le pain ont été les

premières denrées à être visées et que la carte a connu une phase d'expérimentation dans certains départements avant d'être généralisée à l'ensemble du territoire français. Alain Chatriot s'intéresse plus particulièrement à l'acceptation de ces pratiques de rationnement par les acteurs, en étudiant par exemple certaines pétitions de personnes âgées réclamant l'aménagement des modalités de la carte de rationnement sans remettre en cause le système global.

Dans un deuxième temps, il a été question de la politisation des enjeux relatifs à l'alimentation à un niveau international pendant la Première Guerre mondiale. Alain Chatriot a souligné la richesse et complexité des négociations inter-alliés tenues à Londres, qu'il appréhende principalement à partir des archives privées de Clémentel, un des négociateurs français. Alors que le blocus des États centraux se met en place, l'alimentation apparaît comme un véritable enjeu politique international. L'administration française cherche autant que possible à suivre l'évolution journalière des quantités entrant en France dans un contexte d'approvisionnement particulièrement aléatoire et tributaire des combats maritimes.

En conclusion, Alain Chatriot est revenu sur les continuités de ces débats et évolutions réglementaires sur l'agriculture et l'alimentation après la guerre. Le rétablissement des libertés de commerce ne se fait que très progressivement, par étapes, à partir de 1920-1921. L'interventionnisme étatique de la période constitue cependant un précédent important dans la mise en œuvre des régulations des années 1930 et d'une certaine conception de l'action de l'État. En témoignent certains arrêts du Conseil d'État dans les années 1924-1925 qui, pourtant particulièrement prudent dans l'emploi du terme « service public », y fait référence pour qualifier les dispositifs réglementaires appliqués pendant la guerre.

## Discussion

La séance de questions à la suite de la présentation a été l'occasion pour Alain Chatriot de préciser certains points de sa démonstration. Par exemple, interrogé sur le fonctionnement précis de la carte de rationnement, il a rappelé qu'il s'agissait d'une politique publique mise en œuvre tardivement, en 1917 et 1918 plutôt que 1915. Si les préfetures se questionnent sur la manière d'instaurer ces cartes, comme en témoignent des brochures retrouvées dans les archives, il n'y a pas de débats sur les catégories de population associées à des grammages différents ; celles-ci sont en fait directement reprises de la politique de 1870-1871. Sur le contentieux du Conseil d'État après la guerre, Alain Chatriot a souligné la lenteur du Conseil d'État à digérer le contentieux de la guerre. Celui-ci était dense, tant l'acceptabilité des réquisitions faisait débat au moment où les dispositifs réglementaires se multipliaient. Il a aussi été question de la réception par les acteurs « au ras du sol » de ces politiques, notamment les fraudes – sur lesquelles Alain Chatriot est en train de travailler – et la présence militaire lors des réquisitions, dont il ne retrouve étonnement que très peu de traces dans les archives. Quant à la question de savoir s'il y avait un parallèle à faire entre ces politiques et le plan après la Seconde Guerre mondiale, Alain Chatriot a fait part de sa réserve : il les conçoit davantage comme une réponse exceptionnelle que comme une volonté de planifier durablement.

## **Mateus Ferraz, Master EHESS, « L'introduction des poissons amazoniens dans le Nordeste brésilien par l'Inspetoria Federal de Obras Contra as Secas (IFOCS) (1935-1940) »**

*Mateus Ferraz est étudiant en master d'histoire à l'EHESS. Ses travaux sont à la croisée de l'histoire environnementale et l'histoire des sciences. Le mémoire qu'il prépare revient sur la mise en place d'un programme de pisciculture dans le Nordeste brésilien entre 1935 et 1940.*

La présentation de Mateus Ferraz a porté sur son sujet de mémoire, qui prend pour objet d'étude « l'introduction des poissons amazoniens dans le Nordeste brésilien par l'Inspectoria Federal de Obras Contra as Secas (IFOCS) entre 1935 et 1940 ». Il est d'abord revenu sur quelques éléments de contexte. Le climat de la région du Nordeste, au Brésil, est semi-aride ; les sécheresses sont fréquentes et sa population, appelée les *retirantes*, est particulièrement mal nourrie. Dans une perspective d'« intégration nationale », les autres États ont appelé, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, à venir en aide aux habitant.es de la région. Pour trouver une solution à ces sécheresses, le Département National de Travaux contre les Sécheresses (DNCOS) est mis en place en 1909. Il prévoyait notamment la construction de barrages pour garantir une disponibilité de l'eau toute l'année. En 1932, la Commission Technique de Pisciculture du Nordeste (CTPN) voit le jour et propose de mettre en place des projets de pisciculture dans ces bassins. L'objectif était de fournir de la protéine animale aux populations, lorsque le bétail ne pouvait résister aux sécheresses.

Cependant, les rapports exploratoires de la CTPN soulignent la pauvreté des espèces locales de poissons ; pour peupler les bassins, il est décidé d'importer des poissons venus d'autres régions du Brésil. Des voyages en Amazonie sont alors menés pour sélectionner les poissons à introduire dans le Nordeste. Même s'il est principalement question de l'adaptabilité et de la capacité de reproduction des espèces, la saveur des poissons est aussi discutée. Néanmoins, à ces considérations alimentaires s'ajoute une dimension politique. Dans les années 1930, le dictateur Getúlio Dorneles Vargas cherche à construire une « identité » nationale : dans ce contexte le poisson *pirarucu* sera sélectionné parce que constituant un symbole de cette « identité brésilienne ». Il mettra en scène ce projet d'introduction du *pirarucu* en se faisant photographier en train d'introduire le premier *pirarucu* dans le bassin de Fortaleza, ville laboratoire du CTPN. Plus tard, en 1940, une autre espèce, le *tucunaré*, sera introduite pour lutter contre les piranhas qui envahissent les bassins et menacent les *pirarucu*. Mateus est ensuite revenu sur les prises de position suscitées par ces introductions de nouvelles espèces, initialement non connues des populations locales, qu'il a pu retrouver dans certains journaux. Ces archives laissent apercevoir des changements de régimes alimentaires et des discussions parfois tendues sur l'intérêt de certaines espèces comme le *tucunaré* : même s'il est considéré comme très goûtu, il est aussi craint par certains pour sa voracité qui menace les autres poissons.

### Discussion

Les questions qui ont suivi la présentation ont essentiellement porté sur deux aspects de la présentation : les acteurs institutionnels en jeu, et les pratiques alimentaires liées aux nouvelles espèces introduites. Mateus Ferraz a ainsi pu préciser que le DNCOS était une institution fédérale, rattachée au ministère de la voirie et des travaux publics, dont les motivations faisaient l'objet de controverses. Le DNCOS cherchait-il véritablement à lutter contre la malnutrition des populations locales ou le projet bénéficiait-il surtout aux entités

privées en charge de la construction des barrages ? Les débats étaient intenses, si bien qu'une nouvelle institution, la SUDENE, cette fois-ci rattachée à la présidence, sera mise en place en 1959. Par ailleurs, en réponse à une question sur le budget alloué aux projets de pisciculture, Mateus a décrit le relatif déclassement de ces postes de dépense par rapport à ceux consacrés à la construction des barrages eux-mêmes ; les agronomes expriment d'ailleurs souvent leur regret de voir que les budgets mis à leur disposition sont relativement restreints. De plus, interrogé sur le terme « biodiversité rationnelle » auquel il faisait référence pendant la présentation, Mateus a expliqué qu'il s'agissait d'un terme qu'il a forgé lui-même. Cependant, même s'il faudrait vérifier, le terme « biodiversité » est tout de même probablement utilisé dans la documentation selon lui. Enfin, sur les questions relatives à la consommation des nouvelles espèces par la population locale (grillé, en ragoût, difficulté de la préparation ?) Mateus a souligné une limite des sources qui, étant surtout institutionnelles, ne renseignent que de manière très parcellaire sur les pratiques alimentaires locales. Sur ce sujet, il lui a été recommandé de consulter les travaux d'Emmanuelle Ricaud Oneto. Dans sa thèse, elle a mis en évidence des logiques de déclassement symbolique des pratiques alimentaires de communautés amazoniennes, jugées inférieures au mode alimentaire promu par le gouvernement<sup>1</sup>. On peut ainsi se demander si l'importation de poissons provenant d'Amazonie dans la région du Nordeste a été perçue et jugée par les populations locales selon des schémas similaires de « dégoût » pour des produits associés au régime alimentaire de ces communautés.

### Avis personnel

Alain Chatriot et Mateus Ferraz ont tous les deux abordé la question de la prise en charge étatique d'enjeux alimentaires. Leurs travaux laissent voir les rouages de l'action de l'État, qui est tout sauf un « bloc monolithique », comme l'a rappelé Alain Chatriot. Que ce soit entre les préfetures et les mairies lors de la Première Guerre mondiale ou entre les agronomes et les ingénieurs civils au sein du DNCOS, les relations de concurrence voire de conflit entre acteurs semblent caractériser l'action publique, de sa conception à sa mise en œuvre. J'ai trouvé intéressant que les deux présentations parviennent à démontrer ces dynamiques internes aux États à partir d'un matériau historique. Par ailleurs, j'ai apprécié qu'Alain Chatriot et Mateus Ferraz partagent non seulement ce qu'ils ont pu faire ressortir de leurs archives mais aussi ce qu'ils n'y ont pas trouvé. Lors de la discussion, Alain Chatriot a par exemple souligné son étonnement à ne pas retrouver de références à des experts en nutrition dans les débats parlementaires ou des mentions de l'armée dans les archives concernant les réquisitions. Plus généralement, les présentations étaient particulièrement originales et ont mis en lumière des faits historiques peu connus, comme la carte de rationnement en France lors de la Première Guerre mondiale ou l'introduction médiatisée du *pirarucu* dans les bassins du Nordeste brésilien par le dictateur Vargas dans les années 1930.

---

<sup>1</sup> Pour plus de précisions, voir le compte-rendu de la deuxième séance du séminaire (24 novembre 2023).